

Loto Canada

autres gouvernements concernés ont pris des engagements fermes pour financer le déficit olympique; que cette proposition d'extension temporaire de la loterie est la dernière proposition présentée au Parlement; et que le gouvernement fédéral ne nous demandera pas un peu plus tard d'approuver encore une «dernière» offre d'aide. Monsieur l'Orateur, permettez-moi d'être très clair: à ce propos, nous voulons plus que la parole du premier ministre, nous voulons des garanties sérieuses.

Nous appuyons le principe de cette résolution. C'est le moins que nous puissions faire pour la population du Québec et de Montréal qui est en droit d'attendre davantage de ses supposés dirigeants, y compris de ceux qui siègent en face. Mais nous voulons obtenir beaucoup plus du gouvernement que ce qu'il offre aujourd'hui, et nous réservons sans aucun doute pour le débat notre droit de présenter les amendements qui s'imposent.

M. Stanley Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, comme jeudi dernier le président du Conseil du Trésor (M. Chrétien) a dit à mon collègue le député de Timiskaming (M. Peters) que les entretiens à ce sujet n'étaient pas encore terminés, je trouve stupéfiant qu'il soit prêt dès aujourd'hui lundi à présenter sa proposition à la Chambre. Puisse-t-on voir la même célérité à l'égard d'autres mesures.

Il est vrai, monsieur l'Orateur, que nous avons été prévenus de cette déclaration peu avant l'ouverture de la séance à 2 heures, mais je dois dire que cela permet difficilement à un caucus de se réunir et de prendre une décision définitive sur une question aussi importante. Comme le chef de l'opposition (M. Clark) l'a souligné, cette proposition vise à deux sinon trois objectifs. Lorsque nous aurons eu l'occasion d'étudier la question dans son ensemble, il se peut que des divergences d'opinion relativement à certaines particularités se manifestent au sein de notre caucus.

D'autre part, une ou deux choses sont très claires et nous tenons à les dire sur-le-champ. Le chef de l'opposition a traité des aspects de la question ayant trait au déficit des Jeux olympiques. Notre parti a exprimé clairement à plusieurs reprises quelle était sa position sur les dépenses fédérales pour les Jeux, mais voilà que nous serons peut-être forcés de faire quelque chose, comme prolonger provisoirement la loterie comme on le propose ici. Par ailleurs, monsieur l'Orateur, ce qu'on nous propose ici ne concerne pas uniquement la situation immédiate; on nous propose la création d'une société de la Couronne qui organiserait des loteries gouvernementales à perpétuité. On n'en prévoit pas la fin. On précise, plus ou moins, à quoi serviront les recettes pendant un an ou deux, tout en proposant que, par la suite, les fonds aillent au financement de la santé physique, du sport amateur et des loisirs. Là-dessus, monsieur l'Orateur...

● (1520)

Une voix: Qu'avez-vous à redire à cela? Êtes-vous contre?

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Monsieur l'Orateur, mon honorable ami me demande si nous sommes contre; pour ma part, je crois fermement à la santé physique. Vous n'avez qu'à me regarder.

Des voix: Bravo!

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): C'est parce que nous croyons à l'importance de la santé physique, du sport amateur et des loisirs dans la vie canadienne que, selon

[M. Clark.]

nous, tout cela devrait être financé au moyen des impôts généraux, d'après la capacité contributive.

Des voix: Bravo!

M. Knowles (Winnipeg-Nord-Centre): Nous ne pensons pas que des aspects de la vie aussi importants que la santé physique, le sport amateur et les loisirs devraient être financés par le jeu, par l'argent des pauvres, plutôt que par les impôts, qui sont prélevés selon la capacité contributive.

Nous trouvons donc aussi que l'idée que le gouvernement fédéral puisse, comme il a été proposé, exploiter à perpétuité une loterie nationale serait une mesure économique rétrograde de la pire espèce. À quoi servirait-il au ministre des Finances (M. Macdonald) de présenter un exposé budgétaire dans lequel il proposerait des mesures fiscales si le gouvernement adoptait le principe que chaque fois qu'il a besoin de fonds il peut se les procurer par le truchement de loteries ou de jeux de hasard? C'est faire fausse route, et nous sommes opposés à cette proposition pour ce qu'elle nous fait augurer de l'avenir. Il est clair que le gouvernement se soucie bien peu de santé physique, de sport amateur et d'activités récréatives et il n'est pas douteux non plus que lorsque nos dirigeants se trouveront en difficultés pécuniaires dans un autre domaine, qu'il s'agisse de la santé, des pensions aux anciens combattants ou de n'importe quoi d'autre, ils nous diront simplement: Créons une autre loterie, et tout le système d'impôts et de redistribution de la richesse au Canada sera complètement disloqué.

Nous sommes plus ou moins d'accord avec le chef de l'opposition (M. Clark) lorsqu'il dit que la Chambre sera peut-être obligée de prendre des mesures en faveur des Jeux olympiques et devrait contribuer au financement des Jeux du Commonwealth, auquel cas que l'on nous présente cette proposition clairement mais que l'on ne nous demande pas en même temps de donner au gouvernement fédéral carte blanche pour instituer une loterie nationale permanente. Nous sommes radicalement opposés à une mesure aussi rétrograde.

[Français]

M. Eudore Allard (Rimouski): Monsieur le président, je voudrais tout d'abord remercier le président du Conseil du Trésor (M. Chrétien) de nous avoir fait tenir copie de son exposé.

En ce qui nous concerne, nous, du Parti Crédit Social du Canada, les Jeux olympiques sont un événement d'envergure nationale, qui bénéficiera à l'ensemble du Canada. Si les Jeux connaissent beaucoup de succès, c'est la réputation du Canada qui en profitera à l'échelle mondiale. En conséquence, dans toutes nos interventions au sujet des Jeux olympiques, nous avons réclamé une participation convenable du gouvernement fédéral dans le financement de ces Jeux. Il est clair, monsieur le président, que ce sont les contribuables qui paieront la note du déficit de ces Jeux. C'est avec l'argent des taxes et des impôts que les déficits seront comblés.

La question qui se pose maintenant est celle de savoir quels contribuables paieront la note. Est-ce que ce seront les contribuables de Montréal, ceux du Québec ou ceux du Canada tout entier? Comme je le disais tout à l'heure, monsieur le président, c'est le pays tout entier qui profitera de la tenue des Jeux olympiques à Montréal. En conséquence, nous croyons que le gouvernement canadien se doit de contribuer directement, et non pas seulement par la Loterie olympique et la vente de pièces de monnaie, qui constituent un impôt supplémentaire perçu des contribuables. Nous ne voyons aucune objection à ce qu'il y ait des